

Arrêt

**n° 251 865 du 30 mars 2021
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître O. GRAVY
Rue Pépin 14
5000 NAMUR**

contre:

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à
l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté, et désormais par le
Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration**

LA PRÉSIDENTE DE LA VIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 14 février 2014, par X, qui déclare être de nationalité russe, tendant à la suspension et l'annulation de l'interdiction d'entrée, prise le 9 janvier 2014.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 24 décembre 2020 convoquant les parties à l'audience du 21 janvier 2021.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me M. KIWAKANA *loco* Me O. GRAVY, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me M. ELJASZUK *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 7 novembre 2005, le requérant a demandé la protection internationale des autorités belges. Cette procédure a été clôturée négativement par un arrêt, aux termes duquel le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) a refusé de lui reconnaître la qualité de réfugié et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire (arrêt n° 32 024, du 25 septembre 2009).

1.2. Le 3 décembre 2009, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980). Le 23 août 2012, la partie défenderesse a rejeté cette demande. Le Conseil a rejeté le recours introduit à l'encontre de cette décision (arrêt n°108 347 du 21 août 2013).

1.3. Le 21 septembre 2012, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile, à l'encontre du requérant. Le Conseil a rejeté le recours introduit à l'encontre de cette décision (arrêt n°104 626 du 7 juin 2013).

1.4. Le 28 janvier 2013, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Le 9 janvier 2014, la partie défenderesse a déclaré cette demande irrecevable. Le Conseil a rejeté le recours introduit à l'encontre de cette décision (arrêt n°240 331 du 1^{er} septembre 2020).

1.5. Le 9 janvier 2014, la partie défenderesse a également pris une interdiction d'entrée, à l'encontre du requérant. Cette décision, qui lui a été notifiée, le 17 janvier 2014, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« En vertu de l'article 74/11, §1, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980, le délai de l'interdiction d'entrée est de 3 ans car :

o 2° l'obligation de retour n'a pas été remplie :

Un ordre de quitter le territoire a été notifié à l'intéressé le 26.09.2012.

Suite à la notification de l'ordre de quitter le territoire, l'intéressé n'a pas encore entrepris de démarches pour quitter volontairement le territoire de la Belgique, ainsi que les territoires de l'espace Schengen. En outre, il a introduit une demande 9bis en date du 28.01.2013 ».

2. Examen du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation de l'article 74/11, §1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après: la CEDH), « du principe général de bonne administration et du principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause ».

Elle fait, notamment, valoir « Qu'il incombe de prendre en considération la réalité de la situation de mon requérant avant de lui notifier le cas échéant une interdiction d'entrée, ce qui n'a pas été réalisée en l'espèce [...]. Qu'en outre, mon requérant [a] introduit une demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9bis en date du 28/01/2013 [...]. Qu'à l'appui de cette demande, mon requérant faisait valoir qu'il était présent sur le territoire depuis plus de sept ans ; Qu'il a fourni tous les efforts nécessaires à son

intégration [...]. Que mon requérant avait fait également état du fait qu'il n'était pas à charge des pouvoirs publics belges puisqu'il avait pu conclure un contrat de travail depuis le 01/08/2012 en tant qu'ouvrier-soudeur ; Qu'il avait donc la volonté de travailler sur le territoire belge [...]. Que, ce faisant, l'interdiction d'entrée qui a été notifiée à mon requérant ne prend aucunement en considération cette situation ».

Elle ajoute que « a décision qui a été prise par l'Office des Étrangers viole également l'article 8 de la [CEDH]. Qu'en l'espèce, dans le cadre de la décision prise à l'encontre de mon requérant, la partie adverse n'examine nullement la possible violation de l'article 8 de la [CEDH]. Que mon requérant entend rappeler que sa compagne ainsi que son enfant sont également présents sur le territoire belge ; [...] Qu'il y aura lieu de souligner que mon requérant forme avec sa famille présente en Belgique une cellule familiale protégée par l'article 8 de la CEDH. Que contraindre mon requérant à retourner pour une durée de trois ans dans son pays d'origine afin d'y lever les autorisations de séjour provisoires reviendrait à couper les liens qu'il a quotidiennement avec sa famille. En outre, il lui sera impossible de revenir sur le territoire pendant une période de trois ans; [...]. Qu'il importe en effet à l'autorité de démontrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte au droit du requérant au respect de sa vie privée et familiale ; [...] Que la motivation de cette interdiction d'entrée est clairement stéréotypée ; Qu'il n'y a eu aucune individualisation de mon requérant ; Que cette motivation est insuffisante au regard des éléments exposés ci-avant ; Attendu qu'il ressort de l'article 74/11 §1er que la durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas ; Qu'étant donné la situation familiale dans laquelle se trouve mon requérant, il apparaît dès lors excessif de lui notifier une interdiction d'entrée sur le territoire pour une période de trois ans ; Que la motivation de la décision qui a été notifiée à mon requérant ne démontre pas que toutes les circonstances propres à l'examen de sa situation aient été examinées par la partie adverse ».

2.2. Aux termes de l'article 74/11, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « *La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.*

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants:

[...]

2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée.

[...] ».

S'il ressort de l'article 74/11 § 1, alinéa 2, 2°, de la loi que la partie défenderesse est tenue de prendre une interdiction d'entrée d'une durée maximale de trois ans si une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée, tel que c'est le cas en l'espèce, elle était néanmoins tenue de prendre en compte « toutes les circonstances propres à chaque cas » (voir C.E. n°237.805, du 28 mars 2017).

2.3. En l'occurrence, ni la motivation de l'acte attaqué, ni le dossier administratif ne montre au terme de quelle balance des circonstances en présence, la partie défenderesse a estimé devoir imposer au requérant une interdiction d'entrée d'une durée de trois ans, soit la durée maximale prévue par l'article 74/11, §1er, de la loi du 15 décembre 1980. Les seuls constats posés dans la motivation de cet acte, relatifs au fait que le requérant n'a pas obtempéré à un ordre de quitter le territoire, n'a pas encore entrepris de démarches pour quitter volontairement le territoire de la Belgique, et a introduit une « demande 9bis », ne constituent pas en soi une justification de la durée de l'interdiction d'entrée, prise à l'égard du requérant, et ne sont pas suffisants, au vu de la

portée d'une interdiction d'entrée d'une telle durée. Ils ne montrent, en effet, pas que la partie défenderesse a eu égard aux autres éléments de sa situation, dont elle avait été informée, avant de fixer cette durée.

2.4. Dans la note d'observations, la partie défenderesse fait valoir que «la partie adverse a donc agi en respect des prescrits de l'article [74/11] lorsqu'elle prend une décision d'interdiction d'entrée à l'encontre de la partie requérante qui n'a pas respecté une décision d'éloignement antérieure. Votre conseil pourra constater à la lecture de l'acte attaqué que la partie adverse a exposé les motifs justifiant la délivrance d'une interdiction d'entrée de trois ans et a donc respecté son obligation de motivation formelle [...] Relevons qu'elle n'avance pas d'élément démontrant qu'elle se trouve dans une situation justifiant une mesure différente que celle ayant été prise par la partie adverse à son encontre. Qu'en outre, il ressort explicitement de l'article 74/11 de la loi que la partie adverse dispose des prérogatives légales lui permettant de délivrer une interdiction d'entrée de trois ans dans le chef de la partie adverse qui n'a pas respecté une décision d'éloignement antérieur. Que quand bien même la partie requérante souhaiterait faire valoir la particularité de sa situation, il lui est toujours loisible de solliciter la levée ou la suspension de l'interdiction d'entrée conformément à l'article 74/12 §1er de la loi du 15 décembre 1980 [...]. Que la partie requérante a été informé[e] de cette possibilité de recours à la notification de l'acte attaqué ». Cette argumentation ne peut être suivie, au vu des considérations qui précèdent.

2.5. La violation de l'article 74/11, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, et de l'obligation de motivation formelle, est donc établie. Le moyen est ainsi fondé et suffit à justifier l'annulation de l'interdiction d'entrée, attaquée.

3. Débats succincts.

3.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

3.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

L'interdiction d'entrée, prise le 9 janvier 2014, est annulée

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente mars deux mille vingt-et-un
par :

Mme N. RENIERS,

Présidente de chambre,

Mme A. LECLERCQ,

Greffière assumée.

La greffière,

La présidente,

A. LECLERCQ

N. RENIERS